

Envoyé en préfecture le 16/10/2025

Reçu en préfecture le 16/10/2025

Publié le 16/10/2025

webdelib

ID: 095-200058485-20251014-D_2025_105-DE

N°D_2025_105

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Département du Val d'Oise

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 13 OCTOBRE 2025 EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Question n°14

<u>Objet</u>: CONVENTION RELATIVE À LA FACTURATION ET L'ENCAISSEMENT DES REDEVANCES D'ASSAINISSEMENT AVEC LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE LA RÉGION DE CERGY-PONTOISE ET DU VEXIN (SIARP)

L'an deux mille vingt cing, le treize octobre, à 20 heures 00

Le Conseil Communautaire, légalement convoqué le 6 octobre 2025 s'est réuni, Centre culturel Jacques Templier - 5 Rue Pierre Brossolette - 95130 LE PLESSIS BOUCHARD, en séance publique sous la présidence de Yannick BOËDEC.

Étaient présents :

Yannick BOËDEC, Xavier MELKI, Philippe ROULEAU, Florence PORTELLI, Bernard JAMET, Jean-Christophe POULET, Marie-José BEAULANDE, Pascal SEIGNÉ, Sandra BILLET, Miloud GOUAL, Michel VALLADE, Philippe AUDEBERT, Bernard TAILLY, Patrick BOULLÉ, Philippe BARAT, Benoît BLANCHARD, Daniel PORTIER, Gilles GASSENBACH, Jean AUBIN, Nicole LANASPRE, Jacqueline HUCHIN, Marie-Christine CAVECCHI, Johann ROS, Pierre LE BEL, Monique BAQUIN, Joëlle DUPUY, Evelyne LARGENTON, Annie TOUSSAINT, Marie-Françoise JOLLY, Françoise NORDMANN, Vannina PRÉVOT, Marie-Pierre JEZEQUEL, Marie-Evelyne CHRISTIN, Jean-Michel DETAVERNIER, Laurent GORZA, Didier LEDEUR, Nadine PORCHEZ, Maryse MENEY, Henri FERNANDEZ, Laurence TROUZIER-EVEQUE, Jean-Charles RAMBOUR, Carole CAUZARD, Bernard LE DUS, Etiennette LE BECHEC, Fazila DEHAS, Dalila KHORBI, Sylvia CERIANI, Gilbert AH-YU, Christine MATTEI, Laetitia BOISSEAU-STAL, Grégoire DUBLINEAU, Fatima MOUSSI, Stéphane GUIBOREL, Carole FAIDHERBE, Angélique MEZIERE, Stéphane ROUSSAKOVSKY, Stéphane LARTIGUE, Eric BOSC, Frédéric PURGAL, Aline ROGER, Olivier DALMONT, Thomas COTTINET, Franck GAILLARD, Sophie SAND, Sabrina FORTUNATO, Stéphane AUBOIN, Nathalie JOLLY, Arnaud LARMURIER, Xavier DUBOURG, Cvril JOLY, Célia JACQUET-LEGER, Camille CARON, Nicolas PONCHEL, Régis PEDANOU, Nicolas KOWBASIUK, Vania CASTRO FERNANDES, Sarah NEROZZI-BANFI, Paul MAUGIS

Etaient absents excusés et représentés :

Xavier HAQUIN par Benoît BLANCHARD Gérard LAMBERT-MOTTE par Pierre LE BEL Françoise GONZALEZ par Patrick BOULLÉ Zouina MENNAD par Nicole LANASPRE Nathalie CAPBLANC par Bernard JAMET Sophie FERREIRA par Xavier DUBOURG Tom MORISSE par Jean AUBIN

Etaient absents excusés :

Youcef KHINACHE, Darine BOUADIS

Yannick BOËDEC, Président, ouvre la séance à 20h04

Secrétaire de Séance : Laetitia BOISSEAU-STAL.

Envoyé en préfecture le 16/10/2025

Reçu en préfecture le 16/10/2025

Publié le 16/10/2025

webdelib

ID: 095-200058485-20251014-D_2025_105-DE

N°D_2025_105

Nombre de membres en exercice : 87 Nombre de présents : 78 Nombre de pouvoirs : 7 Nombre de votant : 85

Le Conseil Communautaire,

Vu le Code général des collectivités territoriales.

Vu les statuts de la CA Val Parisis, notamment la compétence en matière d'assainissement, Vu l'arrêté préfectoral N°A 17-378-SRCT du 26 octobre 2017 portant sur l'extension des compétences optionnelles de la communauté d'agglomération « Val Parisis » à l'assainissement, au 1^{er} janvier 2018 et constatant la dissolution de plein droit du SIARC, au 1^{er} janvier 2018, Considérant que suite au transfert de la compétence assainissement, il a été constaté qu'une partie des effluents de la commune d'Herblay-sur-Seine est traitée par la station d'épuration de Cergy-Neuville,

Considérant que la gestion de la station d'épuration de Cergy-Neuville relève de la compétence du Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Région de Cergy-Pontoise et du Vexin

Vu l'article 101 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui est venu transformer le dispositif des redevances des agences de l'eau à compter du 1er janvier 2025. Considérant qu'une convention de reversement des nouvelles redevance doit être établie entre la CA Val Parisis et le SIARP,

Vu l'avis favorable de la commission finances du 22 septembre 2025, Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 23 septembre 2025,

Après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE,

APPROUVE le projet de convention de reversement relative à la facturation et l'encaissement des redevances d'assainissement au Syndicat Intercommunal pour l'assainissement de la Région de Cergy-Pontoise et du Vexin (SIARP), ci-annexé,

AUTORISE le Président à signer ladite Convention avec le SIARP dont le siège social est établi au 9, rue Pierre Curie à Pontoise (95300).

Fait et délibéré ce jour à Le Plessis-Bouchard.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la CA Val Parisis, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux de deux mois qui recommencera à courir soit :

[«] Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

⁻ date de sa réception en Sous-préfecture d'Argenteuil

⁻ date de sa publication

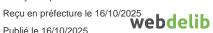
ou à compter de sa notification, notamment en matière de droit de préemption.

⁻ à compter de la notification de la réponse du Président de la CA Val Parisis,

⁻ deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse pendant ce délai

Envoyé en préfecture le 16/10/2025

Publié le 16/10/2025



ID: 095-200058485-20251014-D_2025_105-DE

N°D_2025_105

« Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Sous-préfecture d'Argenteuil

- date de sa publication

- ou à compter de sa notification, notamment en matière de droit de préemption.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la CA Val Parisis, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux de deux mois qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse du Président de la CA Val Parisis,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse pendant ce délai
 Cet acte est publié sur le site internet: www.valparisis.fr.»